

# Une présence étrangère déjà ancienne

7

problématique

La Chine perd progressivement le contrôle de son territoire.

Partie I

## 1. Quelles conceptions du monde ?

La Chine se conçoit comme « le pays sous le ciel », le centre du monde. Cela ne signifie pas qu'elle ignore les autres ou n'a pas de relations avec eux. L'influence de sa civilisation s'étend à son horizon plus ou moins proche : Corée, Vietnam, Japon, Asie centrale. « *L'opposition sinisée entre civilisés et barbares fonctionne également sur l'opposition entre centre et périphérie, qui est géopolitiquement incarnée par le tribut jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.* » (Philippe Pelletier) Ce tribut n'est pas synonyme d'un contrôle politique total mais symbolise la reconnaissance de l'autorité suprême de l'empereur, de la supériorité de la culture chinoise. Les Chinois estiment qu'ils doivent diffuser leur modèle à ceux qui acceptent d'entrer dans son aire d'influence. Ainsi sous les Ming (1368-1644) puis sous les Qing (1644-1911), on distingue la zone des sujets qui paient le tribut à l'empereur et les pays dépendants, celle des pays qui participent à l'empire, les pays tributaires puis la zone des barbares en dehors du monde civilisé.

Ce schéma idéal ne fonctionne pas à toutes les époques. La Chine n'a pas une histoire linéaire, est souvent morcelée. Des révoltes paysannes très destructrices, des invasions, l'affaiblissement du pouvoir impérial conduisent au chaos et la dynastie perd alors le « mandat céleste ». Mais le processus de renouvellement peut se faire sur une longue durée. Durant ces périodes, l'hégémonie chinoise sur les territoires voisins s'estompe comme en Corée ou au Tibet. En outre, dès la naissance du premier empire au III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, des étrangers, des peuples nomades menacent le Centre d'où la construction de la grande muraille. À partir du XI<sup>e</sup> siècle, les « barbares » rentrent et contrôlent le nord de la Chine. Au XIII<sup>e</sup> siècle, les Mongols contrôlent la plus grande partie de l'espace et le centre – ce qui reste alors de l'empire Song – d'après Pierre Gentelle se trouve « *aussi repoussé vers la côte et Huangzhou* ». Avec Koubilai, pour la première fois, un étranger domine la totalité de l'espace, mais son état est largement sinisé.

Grâce à la révolte de Tchou Yuan-tchang au XIV<sup>e</sup> siècle, devenu l'empereur Hongwu, fondateur de la dynastie Ming, les Chinois redeviennent maîtres de leur territoire, le Centre est restauré, Beijing l'ancienne capitale mongole est choisie par l'empereur Yonglè comme nouvelle capitale qui y fait bâtir la Cité interdite sur l'emplacement de l'ancien palais mongol. Toutefois des dangers demeurent : forces mongoles encore puissantes au nord, rebelles au sud et menaces des pirates japonais sur les côtes. Il faut d'abord défendre l'empire en restaurant la grande muraille, en mettant en place une défense côtière tout en encadrant les activités commerciales avec l'extérieur. Elles sont intégrées dans le système tributaire régissant les relations avec les États étrangers. Leurs représentants apportant le tribut, comme ceux du royaume de Ryukyu, sont autorisés à vendre leurs marchandises avec un faible taux de prélèvement. Cette volonté de contrôler les frontières de l'empire s'accompagne d'une diplomatie ambitieuse menée par l'empereur Hongwu

et par son successeur Yonglè (1402-1424). Les flottes de l'amiral Zhèng Hé, aux navires plus imposants que les caravelles, emportent des marchandises, des commerçants et des soldats. Lors de sept voyages, il fait escale dans les ports asiatiques, obtient la reconnaissance de la « suzeraineté » chinoise, parcourt l'océan Indien atteignant Malacca, la péninsule Arabique puis les côtes orientales de l'Afrique. Les relations commerciales se développent, le rayonnement de la Chine augmente – 40 États participant au système tributaire – mais ces expéditions, coûteuses et bien organisées, ne sont pas une entreprise de conquête. Elles sont arrêtées après la mort de Yonglè de même que la construction des grands navires dans les années 1430. Une hypothèse fréquemment retenue veut que ce choix soit lié à l'influence des mandarins, des hauts fonctionnaires de la cour recrutés par concours, face aux eunuques, artisans de cette politique, et aux grandes familles marchandes du littoral. Le grand commerce pourrait favoriser une partie du territoire, le développement d'un groupe social alors que l'objectif politique majeur est la restauration de l'équilibre. Pour le confucianisme impérial, une hiérarchie pyramidale doit exister, dont l'empereur est le sommet, la clé de voûte de l'ordre social. Ses promoteurs, les lettrés, la bureaucratie, pensent que le meilleur moyen de maintenir la paix consiste en une société unie, dirigée par un homme. L'Empereur doit donc commander à « *tout ce qui est sous le ciel* ». Il n'y a pas de distinction entre la politique extérieure et la politique intérieure, les mêmes règles s'appliquent aux rapports entre les hommes dans la famille, dans l'État et dans les relations avec les autres nations.

Cette fermeture est relative. Le commerce tributaire se poursuit notamment avec le Japon et la Corée. Les commerçants chinois prennent la place des marchands indiens et musulmans en Asie du Sud-Est. Les diasporas chinoises profitent de l'interdiction faite aux étrangers de résider dans l'empire pour devenir des intermédiaires indispensables. Les autorités laissent se développer un commerce privé et la contrebande est active. La fin des grandes expéditions maritimes ne correspond pas à un déclin des Ming ou à une crainte devant les Occidentaux qui n'apparaîtront qu'un siècle plus tard. Leur présence y est d'ailleurs longtemps fragile.

## **2. Les relations avec les Européens : de la méfiance à l'ouverture forcée**

Les Portugais au début du XVI<sup>e</sup> s'installent en guerroyant et en commerçant à Ormuz, sur quelques territoires du littoral indien puis sur la position clé de Malacca où sont présents des marchands chinois. Ils prennent conscience de l'existence d'un empire puissant sans nécessairement faire le lien avec les relations de voyage du XIII<sup>e</sup> siècle. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, les marchands empruntent les circuits commerciaux des pirates chinois et japonais pour pénétrer dans l'empire Ming. En 1517 une ambassade est envoyée mais l'empereur ne reçoit pas son émissaire, Tomé Pires, car le Portugal ne fait pas partie des États tributaires. Les Portugais habitués aux relations diplomatiques entre États ne comprennent pas cette attitude et les Chinois attendent qu'ils reconnaissent la supériorité de leur empire : l'incompréhension va être durable. Deux incursions violentes de flottes portugaises, repoussées, achèvent de ruiner la mission de Tomé Pires. Pour Serge Gruzinski, les autorités chinoises répondent « lucidement » à cette incursion européenne par la force dès les premiers contacts, à la différence des Aztèques, et ferment leur territoire. Les Portugais s'agrippent en s'associant aux pirates. C'est seulement en 1557 que le comptoir de Macao, près de Canton, leur est concédé. Il devient la plaque tournante

de la présence portugaise sur les routes du grand commerce. Mais les dirigeants chinois ne cessent pas de surveiller Macao, craignant une invasion à partir de ce point d'appui, veillent à limiter les contacts entre les étrangers et la population. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les Néerlandais sont d'ailleurs vaincus par le Général Koxinga lors d'une bataille navale à Formose et quittent l'île. Mais Timothy Brook montre que les relations économiques, même conflictuelles, existent alors, avec les Espagnols établis aux Philippines.

Le danger vient alors d'autres étrangers : les Jürchens, installés en Mandchourie, proches des Mongols, considérés comme des « barbares » mais sinisés. Nurhachi, un valeureux guerrier, fonde au début du XVII<sup>e</sup> sa dynastie, cesse de payer tribut aux Ming et attaque les garnisons du Nord. Des révoltes paysannes accélèrent leur déclin. Dès les années 1620, son fils, Huan Taiji, perce la grande muraille, bat des armées chinoises, renforce ses troupes avec des contingents mongols et des soldats ralliés, les équipe d'une artillerie vendue par les Portugais. En juin 1644, les Mandchous prennent Pékin (*Beijing* en pinyin). La nouvelle dynastie Qing se place dans la continuité des Ming mais jusqu'en 1911, il n'y a pas d'assimilation entre les Mandchous et les Hans. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'empire Qing, immense, est très puissant. Eric Hobsbawm, note qu'il ne joue nullement, « *sur la scène du monde, le rôle du vaincu* ». On peut alors évoquer un véritable âge d'or notamment sous les règnes de Yongzheng (1722-1735) et de Qianlong (1735-1796). Les Mandchous mènent des campagnes victorieuses vers l'ouest conquérant le Xīnjiāng, soumettant la Mongolie extérieure. La population augmente fortement en raison notamment du retour de la paix intérieure : 150 millions d'habitants en 1700, 430 millions en 1850 ! Paysans et commerçants sont capables de produire les biens nécessaires à cet immense ensemble alors que l'Europe est morcelée, avec des marchés réduits. Le développement du commerce privé existe avant les incursions étrangères, le transport par voie d'eau favorise les échanges. Le commerce extérieur redémarre, est restreint à Canton (*Guǎngzhōu* en pinyin) mais demeure très excédentaire. Les marchands anglais commercent avec une compagnie de marchands ayant le monopole des échanges, la corporation du Co-Hong qui tient son privilège de la bureaucratie impériale. Les produits de l'artisanat, le thé dont la consommation augmente rapidement en Europe, la soie, les céramiques sont achetés avec l'argent d'Amérique. Les marchands européens avancent de l'argent à leurs homologues chinois qui le prêtent à leur tour, acquérant des produits de l'intérieur vendus sur le littoral. Les bénéfices sont importants pour les deux parties, augmentent, mais « *à l'échelle de l'immense pays, ce choc économique, limité à un milieu étroit, reste fortement mesuré* » (Braudel). Les étrangers sont ainsi maintenus à la périphérie et ceci ne remet pas en cause le système tributaire.

La croissance économique a des répercussions politiques et sociales : augmentation de la migration paysanne, de la corruption, des clivages sociaux. L'essor démographique, notamment dans les provinces pauvres et lointaines, aboutit à un manque de terre, accroît la misère. Ceci engendre de violentes rébellions qui ne sont certes pas une nouveauté. Parmi celles-ci, le mouvement Taiping est sans doute la plus durable et destructrice. Hóng Xiùquán, après des échecs aux examens pour devenir fonctionnaire, influencé par le discours de missionnaires protestants, prône en 1843 sa version personnelle de l'*Ancien Testament*, veut libérer la Chine des Mandchous jugés responsables des difficultés extérieures et intérieures. Il crée une secte, fait des adeptes, les organise en une armée qui gagne les riches provinces du Yángzǐjiāng, prend Nankin (Nánjīng en pinyin), en fait sa capitale.

Le pinyin est un système de transcription phonétique de la langue chinoise en écriture latine. Il a été adopté à partir de 1958 dans la République populaire de Chine.

En 1851, il se proclame roi d'une nouvelle dynastie, le Royaume céleste de la Grande Paix. La guerre ponctuée par d'énormes destructions, des massacres dure jusqu'en 1864 mais la dynastie mandchoue parvient à l'emporter. Au milieu des années 1860, face à une offensive contre Shanghai, les Mandchous confient à un fonctionnaire chinois, Tseng Kuo-fan, des armées. La *gentry* provinciale, les fonctionnaires provinciaux organisent des milices efficaces. Les autorités acceptent aussi les exigences franco-britanniques et font appel à des mercenaires anglo-saxons pour diriger les vapeurs et l'artillerie qu'elles ont achetés. Lord Gordon s'illustre dans cette lutte contre les Taiping. Pour les Chinois, cette lutte de 20 ans et d'autres révoltes comme celle des Nian au nord (1853-1860) importent plus que les intrusions occidentales.

En 1793 et en 1794, des ambassades dépêchées par l'Angleterre et les Pays-Bas pour obtenir une ouverture des échanges échouent. Lord Macartney refuse de faire le salut traditionnel assimilé à une subordination de son roi envers l'empereur et les élites chinoises considèrent que les envoyés étrangers ne peuvent être reçus que dans le cadre tributaire. Mais les Européens tolérés au XVIII<sup>e</sup> siècle deviennent envahissants au XIX<sup>e</sup> siècle. Engagés dans la forte croissance du premier âge industriel, ils sont attirés par cet immense marché. Ils n'entendent rien aux relations tributaires traditionnelles et ont une autre conception des relations internationales fondée sur l'égalité entre les nations. Leurs progrès techniques remarquables en matière de transports, d'armements, de productions liés aux révolutions industrielles leur donnent un avantage croissant. Mais c'est la faiblesse interne de la Chine qui facilite l'invasion étrangère.

Les marchands anglais ne vendent pas grand-chose à Canton hormis de l'opium produit en Inde. Il permet de rééquilibrer des échanges déficitaires et son importation augmente sans cesse. Pour lutter contre ce fléau et parce que ces importations accroissent le déficit commercial, l'empereur envoie à Canton Lin Zexu, un haut fonctionnaire de grande qualité, partisan de la prohibition. Il fait saisir et détruire l'opium au grand dam des marchands anglais. Ils font appel au Parlement britannique mais le véritable enjeu est l'ouverture de la Chine aux relations internationales... toujours refusée. Une expédition est décidée à une courte majorité, comprenant 25 navires de guerre et 10 000 soldats. Après une démonstration militaire devant le port de Tianjin en 1840, les Britanniques s'emparent de villes de la vallée du Yángzǐjiāng, marchent sur Nankin sans rencontrer une résistance efficace. Les autorités se résignent à signer le traité de Nankin en 1842. Les marchands sont remboursés pour l'opium détruit. Le Co-Hong est supprimé, un traité de commerce fixe des droits de douane modérés : 5 % de la valeur des marchandises ainsi que la clause de la nation la plus favorisée. Si la Chine signe un traité avec une puissance, le privilège accordé à cette nation sera accordé au Royaume-Uni. Surtout, le commerce extérieur n'est plus limité à Canton, quatre autres ports sont ouverts Xiàmén, Fúzhōu, Níngbō et Shanghai. Les Britanniques peuvent s'y établir et en cas de litige avec des Chinois, une juridiction britannique tranchera sur base des lois britanniques (droit de juridiction consulaire). L'île de Hong Kong est cédée en garantie de l'exécution des accords. En revanche, l'opium n'est pas concerné même si sa contrebande est tolérée. Les dirigeants mandchous refusent encore de nouer des relations d'égal à égal, de renoncer à la « *revendication ancestrale*

*de supériorité* » (John King Fairbank). Il n'y a pas de ministère des Affaires étrangères, ni même d'effort concerté de défense. La défense des littoraux est de la compétence des autorités provinciales. Les Mandchous s'intéressent plus au Xīnjiāng qu'aux littoraux.

Pour eux, le traité de Nankin n'est qu'une concession temporaire destinée à calmer les Occidentaux qu'il faut dresser les uns contre les autres. En revanche, pour ces derniers, il s'agit d'un prélude car ils veulent traiter directement avec Pékin, obtenir la légalisation du commerce de l'opium. En raison du refus chinois et à la suite de l'arraisonnement d'un navire anglais de contrebande, la seconde guerre de l'opium (1856-1860) éclate. Les troupes anglo-françaises débarquent, mettent à sac le Palais d'été alors que la révolte des Taiping se poursuit. Par le traité de Tianjin (1858) et la convention de Pékin (1860), les Mandchous acceptent l'installation de missions diplomatiques à Pékin, l'ouverture de dix ports supplémentaires, le droit pour les navires étrangers de naviguer sur le Yángzǐjiāng, l'ouverture des régions intérieures, de lourdes indemnités. Les missionnaires catholiques, chassés au XVIII<sup>e</sup> siècle, peuvent construire des églises. Dans le but officiel de préserver les intérêts chinois alors que la révolte des Taiping détruit tout, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis se chargent des douanes. Le traité de Tiānjīn de 1858 fixe le tarif à 5 % *ad valorem*. La Russie profite aussi du conflit. En 1858, Pékin lui cède les territoires de la rive gauche de l'Amour puis en 1860 ceux situés au nord du bas Amour et à l'ouest de l'Oussouri.

La cour accepte des relations diplomatiques d'égal à égal mais elle pense le faire pour une période limitée en raison d'une faiblesse passagère. Des armes occidentales sont achetées et des soldats sont engagés pour lutter contre les révoltes intérieures. Les Occidentaux qui viennent d'imposer leur volonté aux Mandchous n'ont pas intérêt au succès des rebelles. Ces premiers traités inégaux sont le début d'un empiétement systématique de la souveraineté chinoise. Les États traditionnellement dans l'orbite chinoise en profitent. En 1871, le Japon, en voie de modernisation, est le premier État tributaire à faire valoir son égalité. Les Occidentaux accélèrent la colonisation de l'Asie. La France se substitue à la Chine comme puissance dominante en Indochine après une courte guerre victorieuse (1883-1885). La Chine renonce à sa suzeraineté sur les territoires indochinois et autorise les Français à commercer dans le Yúnnán voisin, à participer à la construction de chemins de fer. Un véritable retournement s'est donc opéré au XIX<sup>e</sup> siècle : une ouverture imposée par les puissances.

### 3. Vers un partage de la Chine ? Les crises majeures

Parmi les nombreux de l'Empire mandchou, deux événements majeurs vont accélérer son déclin en soulignant sa faiblesse par rapport aux autres.

La guerre sino-japonaise est traditionnellement présentée comme la victoire écrasante d'un État asiatique qui s'est modernisé grâce à une « révolution par le haut », en s'inspirant de l'occident (ère Meiji), le Japon, contre l'Empire chinois, archaïque. La réalité est plus complexe. Les différends portent sur le contrôle de la Corée, un conflit traditionnel entre les deux États. En 1876, le Japon impose un traité à la Corée qui doit reconnaître aux résidents japonais le privilège de la juridiction consulaire puis annexe les îles Ryu-Kyu. La Chine ne veut pas renoncer à sa suzeraineté traditionnelle sur la Corée mais accepte en 1884 la convention de Tiānjīn : la Chine et le Japon doivent demander l'accord de l'autre avant d'envoyer des troupes. Face à l'avancée de rebelles, le gouvernement coréen fait appel aux Chinois en 1894 mais des troupes japonaises débarquent et déposent l'empereur

coréen. La guerre éclate. Les deux États disposent d'un matériel de guerre européen : la flotte de Beiyang soutient la comparaison avec son adversaire japonais. Mais la Chine ne mobilise pas toutes ses forces : toutes les armées et les flottes régionales ne participent pas et l'armée de Beiyang supporte seule les combats. Le commandement est dépassé, la modernisation des forces est inégale. Aussi les défaites sont rapides. La marine chinoise est détruite dont la baie d'Asan puis sur le fleuve Yalu. L'armée nippone chasse les Chinois de Pyongyang entre en Mandchourie, menace le nord du pays. En mars 1895, elle envahit les Pescadores et Formose. Le traité de paix de Shimonoseki du 17 avril 1895 oblige la Chine à reconnaître l'autonomie de la Corée. Elle cède le sud de la péninsule du Liaodong avec les ports de Dalian, de Port-Arthur en Mandchourie, les îles de Formose (Taiwan) et des Pescadores. Elle paie aussi 300 millions de taëls de réparations, accorde l'ouverture de 4 nouveaux ports et le droit de navigation sur des fleuves. Mais Li Hongzhang se rapproche de la Russie pour obtenir une révision du traité.

portrait

#### **Li Hongzhang (1823-1901)**

Ce haut-fonctionnaire commence sa carrière en luttant contre les Taiping, en faisant appel aux armes occidentales. Il supervise ensuite les relations commerciales avec les puissances étrangères dont il devient l'interlocuteur. Il met en œuvre plusieurs projets de modernisation (arsenaux, la création de l'armée de Beiyang) mais ses efforts sont brisés par les échecs militaires successifs. Loyal envers la dynastie et le système impérial mais accusé de corruption, il est encore mis à contribution pour régler la crise des Boxers.

Le Japon, victorieux mais financièrement exsangue, doit tenir compte de l'intervention de la Russie, de l'Empire allemand et de la France. Il accepte par la convention sino-japonaise du 8 novembre 1895 de renoncer à la péninsule de Liaodong contre une indemnité de 450 millions de yen. La Russie occupe Dalian et Port-Arthur, et obtient le droit de construire un autre chemin de fer, le Sud-mandchourien, pour relier Port-Arthur à la ligne transmandchourienne du Transsibérien. L'Empire allemand, la France, le Royaume-Uni, même l'Italie – en vain – se précipitent pour obtenir des territoires. Cette défaite suscite une grande émotion dans le pays et apparaît pour de petits groupes de lettrés, tentant de faire la synthèse entre la modernisation japonaise et un confucianisme rénové, comme une occasion de réformer l'Empire. Le jeune empereur Guangxu (*Guāngxùdì* en pinyin) (1875-1908) fait appel à des réformateurs Kang Youwei, Liang Qichao et Tan Sitong. Quarante décrets modifiant l'organisation du pouvoir sont pris mais ne seront pas appliqués. Les secteurs conservateurs de la cour et Li Hongzhang rejettent ce qu'ils considèrent comme une simple imitation du Japon. Un coup d'État patronné par l'impératrice douairière Cixi met fin aux « Cent Jours ». L'empereur est écarté, Kang et Liang fuient au Japon et Tan est exécuté.

**Cixi (1835-1908)**

Cixi à 15 ans, est une des concubines de l'empereur Xianfeng. Elle devient sa favorite et lui donne un fils. À sa mort, elle est impératrice douairière. Elle exerce de fait le pouvoir durant la minorité de son fils et continue à avoir une influence prépondérante ensuite. À la mort de son fils, elle place son neveu, renommé Guangxu, sur le trône pour ne pas être évincée. Quand en 1898, le jeune empereur manifeste des velléités d'indépendance et de réformes, elle l'écarte.

Mais ce dépeçage coïncidant avec des famines, des catastrophes amène une réaction traditionnelle et xénophobe : la révolte des Boxers, comme la nomment les étrangers. L'organisation qui en est le moteur s'appelle les *Poings de la justice et de la concorde* et appartient à la longue histoire des révoltes et des sociétés secrètes. Dans un premier temps, elle vise autant les « étrangers » que la dynastie mandchoue. Dans les années 1890, les masses paysannes ont peu de contacts directs avec les étrangers, ignorent la situation des « ports ouverts ». Toutefois, des révoltes populaires éclatent contre des technologies modernes moins parce qu'elles créent du chômage qu'en raison de leur caractère étranger ou parce qu'on considère qu'elles remettent en cause des croyances religieuses. Ainsi, des métiers à tisser sont détruits près de Canton comme le long du chemin de fer Wusong- Shanghai. La population a des contacts plus fréquents avec les missionnaires chrétiens mais les relations sont médiocres. Les convertis chinois sont considérés comme des opportunistes, « *les chrétiens du riz* », bénéficiant de l'aide des églises. Le rejet des règles traditionnelles assimilées à des superstitions par les missionnaires suscite la colère : construction d'églises ne tenant pas compte de la géomancie (fengshui). Dès les années 1860, on compte de nombreuses destructions d'églises, des émeutes antichrétiennes dans la région du Yángzǐjiāng. Le meurtre de deux missionnaires allemands à l'instigation d'une société secrète en 1897 conduit l'Empire allemand à occuper le port de Qingdao et à obtenir un bail de 99 ans et des droits de construction ferroviaire et d'exploitation minière au Shāndōng.

C'est dans cette province et dans le Zhili qu'une révolte éclate, fomentée par cette société secrète, recrutant parmi la paysannerie appauvrie par des catastrophes successives. Le mouvement est d'abord anti-étranger et anti-dynastique. Son mot d'ordre est alors « *Renversons les Qing, exterminons les étrangers* ». Ses membres s'attaquent aux missions, détruisent les lignes télégraphiques, tuent les chinois convertis. Un rapprochement s'esquisse ensuite avec les secteurs les plus conservateurs de la cour. Pour Cixi, il est tentant d'utiliser cette force contre les étrangers. Les princes Duan et Chang sont nommés à la tête du mouvement à Pékin mais il reste limité à une partie du territoire. Des chefs régionaux et le général Yuan Shikai n'approuvent pas cette politique. Ce dernier, nommé gouverneur du Shāndōng en 1899, y lutte contre les Boxers. Dans Pékin, la situation se tend rapidement avec l'entrée des contingents boxers, renforcés par une partie de l'armée et soutenus par la foule. Après les assassinats de diplomates japonais et allemands en juin 1900, les légations étrangères sont assiégées pendant 55 jours, défendues par quelques centaines des militaires des différentes nations présentes, dont le Japon. Elles sont dégagées par une expédition comprenant 100 000 soldats de 8 États dirigée par le général allemand Alfred von Waldersee. Après avoir vu les nombreux cadavres laissés par les Boxers, ces troupes se lancent dans une féroce répression jusqu'au printemps 1901.

Les conséquences de cette nouvelle révolte sont désastreuses : les soldats étrangers campent dans Pékin que l'impératrice a fui. Les clauses du protocole de paix imposé en septembre 1901 sont humiliantes. Une indemnité de 67,5 millions de livres sterling pendant 39 ans est imposée. Des responsables chinois sont bannis ou exécutés. L'importation d'armes est interdite, les forts de Tatu doivent être détruits et plusieurs zones sont militairement occupées. Mais cette révolte montre aussi que le partage de la Chine est impossible. La dynastie mandchoue survit aux rébellions du XIX<sup>e</sup> siècle mais ne maîtrise plus ses relations étrangères. Pour Pierre Gentelle, « *entre 1840 et 1949, la Chine va perdre complètement le Centre, tout en entrant dans le monde. Le centre du monde était alors ailleurs : l'Europe, la Russie et bientôt le Japon* ». À l'issue de ces crises, la Chine ne peut que constater son impuissance alors que le Japon rentre dans le club des puissances, contrôle la Corée et prend pied en Mandchourie. La Chine n'est plus une puissance.